

« Nous voulons qu'il n'y ait plus d'île Maurice à deux vitesses »

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-MARC POCHÉ

Dans une interview accordée au Mauricien, la semaine dernière, le VPM, ministre de l'Intégration sociale et de l'Economic empowerment, Xavier-Luc Duval, exprime son ambition de mettre un terme à ce qu'il qualifie d'une Île Maurice à deux vitesses. « Je veux qu'il y ait une seule Île Maurice pour tous, une Île Maurice où toute la population sans exception peut profiter pleinement de ce que le pays a à offrir », lance-t-il. Il rappelle que la prise en charge du ministère de l'intégration sociale est un choix personnel. « Après cinq ans au Tourisme où on a fait beaucoup de belles choses, je voulais un changement pour connaître de nouveaux horizons et j'ai choisi un changement drastique. J'ai voulu consacrer quelques années de ma vie aux pauvres et à régler les problèmes sociaux à Maurice. Je suis heureux que le Premier ministre m'ait donné l'occasion de le faire, » souligne-t-il. Il estime que la lutte contre la pauvreté doit être l'affaire de tous.

Cela fait six mois que vous êtes à la tête du ministère de l'Intégration sociale. Cela a-t-il été difficile pour vous de cerner la question d'intégration sociale ?

Je dois dire en premier lieu que la décision de quitter le ministère du Tourisme pour prendre le portefeuille du ministère de l'Intégration sociale était ma décision. Après cinq ans au Tourisme où on avait fait de belles choses, je voulais un changement pour connaître de nouveaux horizons, et j'ai choisi un changement drastique. J'ai voulu consacrer quelques années de ma vie aux pauvres et à régler les problèmes sociaux à Maurice. Dans ma carrière politique, j'ai eu la chance de servir à l'Industrie, au Commerce, au Service financier, au Tourisme, mais je n'ai jamais été en charge d'un ministère à vocation sociale. Je suis heureux que le Premier ministre m'ait donné l'occasion de le faire.

En vérité durant mon dernier mandat j'avais déjà commencé à travailler à l'intégration sociale des plus démunis. On a beaucoup travaillé à Roche-Bois pour assainir la région. J'étais président du comité responsable de l'assainissement des appartements de la NHDC. On a fait passer la loi afin de permettre la vente des maisons nettes de la CHA. J'ai été, avec

Navin Ramgoolam, à la base de l'Equal Opportunities Act, dont la promulgation est attendue. Avec Rama Valayden, on a fait beaucoup de choses pour aider les gens défavorisés. Même en tant que ministre du Tourisme, je suis intervenu dans beaucoup de choses dont le but était d'aider les pauvres, avec le soutien de Tourism Fund.

Le début des activités de votre ministère a été laborieux...

C'est un nouveau ministère qui concerne des préoccupations à l'agenda des organisations internationales, dont les Nations unies, à travers les Objectifs du Millénaire. C'est aussi un domaine où les dirigeants politiques et gouvernementaux à travers le monde n'ont pas toutes les réponses. Maurice est un petit pays, et si nous réussissons à relever le défi de l'intégration sociale, nous avons la possibilité d'être un exemple pour le monde. C'est un secteur qui est très complexe mais où l'on peut faire de très belles choses, où les gens sont très reconnaissants de ce qu'on fait pour eux.

Quel contenu mettez-vous dans ce terme "intégration sociale" ?

Le libellé du ministère donne lui-même plusieurs définitions,

notamment « *social integration and economic empowerment* ». Notre objectif à terme est d'éliminer la pauvreté en déployant tous les moyens nécessaires afin que chaque personne, y compris les plus démunis, soit économiquement active et, de ce fait, que sa famille et lui puissent intégrer de plein droit la société, accéder à l'éducation, à la santé, aux loisirs, au monde du travail.

Lorsqu'on évoque l'intégration sociale, on attire l'attention sur l'exclusion. Quelle est l'ampleur de ce problème à Maurice ?

Il y a d'abord les statistiques. Cependant, ils ne reflètent pas la situation avec précision. La mesure que nous utilisons est assez arbitraire. Elle classe les familles disposant de moins de Rs 5000 par mois dans la grande misère, mais ne précise pas le nombre de membres de la famille. Ceux touchant moins de Rs 8000 tombent dans la pauvreté relative. D'après nos recensements, environ 7 000 familles peuvent être classées dans la grande pauvreté, et 19 000 familles dans la pauvreté relative. Ce qui fait à peu près 100 000 personnes au total, soit quelque 9% de la population. C'est beaucoup, mais nous avons vu qu'aux États-Unis ce taux tourne autour de 14%. Je dirais qu'il y a une Île Maurice à deux

vitesses. Si on ne fait pas attention, on risque de ne voir qu'une face de Maurice. Il faut bien regarder pour voir. Lorsqu'une voiture passe sur l'autoroute, on ne voit pas nécessairement les poches de pauvreté, sauf quelques maisons de squatters. Pendant longtemps nous avons apporté des remèdes ponctuels. Aujourd'hui nous voulons apporter des solutions durables et des solutions qui peuvent s'appliquer à des milliers de gens. En fait, tous les politiciens savent ce qu'est la pauvreté mais aujourd'hui nous sommes obligés d'y réfléchir et d'apporter des solutions à long terme à ce problème.

L'ampleur du problème justifiait donc la création d'un ministère de l'Intégration sociale...

Tout à fait. Sinon je n'aurais pas accepté de prendre cette responsabilité. C'est une très bonne décision qui permet de focaliser l'attention du gouvernement, de la population et des médias sur ce problème. Il existait déjà une mouvance à Maurice dans le sens de l'éradication de la pauvreté, avec la responsabilité sociale des entreprises etc. Le ministère vient chapeauter toute cette démarche afin de rendre l'action plus efficace.

Vous dites que la misère n'est pas une fatalité. Quelles sont les sources de la misère ?

Là misère, la pauvreté peut se manifester de différentes manières. Il y a la misère ponctuelle : quelqu'un qui perd subitement son travail et retrouve un emploi trois mois plus tard. Il y a la misère intergénérationnelle. Les parents sont très pauvres et les enfants ne bénéficient pas de l'éducation qu'il faut. C'est un cercle vicieux. Il y a aussi un type de pauvreté qui frappe des gens qui sont découragés par le système. C'est le plus difficile à traiter. À l'école, les enfants n'ont pas eu l'attention qu'il fallait. Les parents ont sollicité un emploi dix fois, mais ne l'ont pas eu. Après un certain temps on baisse les bras et on se laisse aller. C'est la raison pour laquelle il faut adopter une approche intégrée à la lutte contre la pauvreté. Si quelqu'un qui a obtenu un emploi n'a pu aller travailler, cela peut être dû à des problèmes d'ordre psychologique, physique, d'infrastructure.

Quelle méthode avez-vous adoptée ?

Le problème est très varié. Il y a la misère urbaine, la misère rurale. Il est très complexe. Il a fallu établir des priorités. Nous avons opté pour la petite enfance. C'est un moment de la vie d'une personne qui mérite la plus grande attention si l'on veut briser le cercle vicieux et sauvegarder l'avenir, en s'assurant que tous les petits enfants vulnérables puissent entrer à l'école primaire au même niveau que leurs autres copains de classe. Pour qu'on puisse être attentif et réceptif à l'ensei-

gnement au niveau primaire, il faut qu'on ait développé ses sens dès le début. Nous voulons nous occuper de ces enfants dès l'âge de trois mois, jusqu'à cinq ou huit ans, pour les former à être de bons écoliers, de bons travailleurs. Tous les pédagogues s'accordent à dire qu'il est important d'encadrer les enfants dans cette tranche d'âge. C'est la raison pour laquelle nous participons à l'ouverture de crèches ou de maternelles, et mettons un accent certain sur la petite enfance.

Mais cela ne suffit pas. Un autre aspect de la pauvreté est le problème de logement. Il s'agit de savoir comment aider ces milliers de familles qui ne disposent pas d'un logement décent. Nous avons travaillé avec le ministère du Logement et des Terres. Cela demande un peu de planification. Nous voulons travailler avec le gouvernement, le secteur privé et les ONG afin qu'on puisse proposer un logement décent à autant de familles que possible à un prix qui soit à leur portée. Il faut allouer ces maisons à des gens méritants et à un prix raisonnable. Au niveau des infrastructures, nous avons commencé à aider des familles très pauvres à se connecter à l'eau et à l'électricité. Nous avons commencé à Cité La Cure et nous continuons dans d'autres régions de l'île. En collaboration avec le ministère des Services publics, nous étudions la possibilité d'introduire des compteurs prépayés. Nous travaillons également avec la NHDC pour voir comment réduire au maximum les frais de recouvrement de ses clients. Il y a ensuite l'emploi. Nous voulons avoir un impact sur le monde du travail avec la formation dès l'année prochaine de 4 000 personnes qui seront placées dans les entreprises.

Vous parlez de la formation. Comment cela se passe-t-il dans le concret ?

On paie une partie des salaires des stagiaires et de leur formation pendant six mois. Par la suite, ils sont placés dans des entreprises où, en moyenne, 75% d'entre eux sont retenus.

On vous a vu récemment, notamment dans le cas des squatters de Dubreuil, jouer le rôle de "fire fighter" ? Est-ce que cela est aussi votre rôle ?

On veut éviter cela, mais quelque fois on ne peut faire autrement. Nous ne voulons pas d'un ministère qui intervient sur une base ponctuelle. Nous voulons faire un travail qui donne des effets dans la durée.

On a vu aussi que vous avez été obligé de recruter des anciens employés de la Tourism Authority que vous aviez vous-même recruté à l'époque...

Nous n'avons pas été obligés du tout. Nous nous sommes portés volontaires pour le faire. Si nous n'avions pas recruté des employés de la Tourism Authority, nous aurions recruté

Street football et contrôle de naissance

« Qu'est-ce que le street football et le contrôle de naissance ont à faire avec l'intégration sociale ? ». Nous avons posé la question au vice-Premier ministre. Voici ce qu'il nous a répondu :

« La question de la pauvreté doit être abordée de manière globale. Comme il y a un gros problème d'infrastructure dans certaines régions et que nous ne pouvons ne peut construire des stades partout, nous nous sommes dit que le street football est un loisir sain qui mérite d'être encouragé. Une des raisons qui font qu'il y a autant de problèmes sociaux à Maurice est le manque de loisirs. Nous pensons qu'il est possible d'intégrer les plus pauvres dans la société à travers le sport. Il n'y a pas que les vertus académiques, il y a aussi le sport, l'art, la musique.

On a souvent tendance à ne regarder que les talents académiques. Il nous revient de faire émerger les différents talents dans diverses régions de Maurice. Nous ferons d'autres activités similaires pour encourager les jeunes. Ces activités ne sont pas réservées qu'aux régions défavorisées, cela n'aurait pas de sens. On aurait créé des ghettos.

S'agissant du contrôle des naissances, notre engagement est motivé par le fait que, souvent, les pauvres n'ont pas les moyens de se procurer des moyens de contraception. La famille nombreuse a un budget plus restreint. Nous l'avons vu dans certaines régions à travers Maurice. Nous voulons responsabiliser les parents. La finalité est de faire en sorte que tous les enfants soient heureux et aient les chances de progresser. »

« Aujourd'hui nous voulons apporter des solutions durables qui peuvent s'appliquer à des milliers de gens »

« Nous ne voulons pas d'un ministère qui intervient sur une base ponctuelle, mais d'un travail qui donne des résultats dans la durée. »



« On ne peut identifier un pauvre selon ses couleurs politiques ; ce serait immoral »

Xavier-Luc Duval

d'autres personnes. Il nous faut parfois intervenir chez les gens pour corriger les erreurs des contracteurs. Nous avons besoin de monter des crèches un peu partout. Certaines régions ont besoin d'être nettoyées correctement. Il y a une série de choses que nous voulons faire nous-mêmes.

N'y a-t-il pas un chevauchement entre le travail que vous faites et les activités du ministère de la Sécurité sociale ?

C'est dans le but d'éviter cela que le gouvernement a institué un comité, placé sous ma responsabilité, et qui comprend les représentants de tous les ministères qui ont quelque chose à voir avec la pauvreté. Cela afin qu'il n'y ait pas de double emploi.

Disposez-vous des effectifs nécessaires pour abattre tout ce travail ?

C'est un ministère encore en construction. Avec les procédures de la Fonction publique, cette construction va prendre du temps en raison du manque de ressources humaines. Heureusement qu'il y a la NEF qui nous aide à combler ce manque de ressources humaines.

Avez-vous les ressources financières nécessaires ?

S'il n'y a pas de ressources financières, cela ne vaut pas la peine de continuer. Nous avons le budget du ministère, nous avons la NEF. Le prélèvement de 2% sur les profits des entreprises constitue un moyen fantastique qui permet de canaliser l'argent et les efforts du secteur privé, en partenariat avec les ONG, à améliorer l'île Maurice.

C'est un ministère qui transcende la politique...

Nous ne pratiquons pas la politique "politicaïlle". On ne peut identifier un pauvre selon ses couleurs politiques. Ce serait immoral de le faire. Il faut voir tout cela d'une façon élargie et se dire qu'il y a une mission à entreprendre. Pour moi, il ne

s'agit pas de prendre un capital politique. Le but de notre action est d'offrir quelques années aux pauvres. Tous les gens qui s'engagent sont des volontaires. On veut donner une nouvelle direction à la lutte contre la pauvreté sans toutefois l'acaparier, car la lutte contre la pauvreté, c'est l'affaire de tous. Nous sommes là parce que c'est notre rôle. En même temps notre rôle est de s'assurer que tout le monde participe à notre vision à notre action sinon cela ne marchera pas. Seuls, nous ne pourrions rien faire. Jusqu'ici nous avons reçu un très bon accueil. Les Mauriciens reconnaissent que nous sommes de bonne volonté. On début, on s'attendait à ce qu'on fasse des miracles. Aujourd'hui, les gens sont heureux de voir que petit à petit, les choses avancent. On ne peut changer la vie de 100 000 personnes d'un seul coup, mais on a fait quelque chose pour 20 personnes, pour 50 personnes. Nous n'avons pas de bâton magique.

La lutte contre la pauvreté est un processus graduel et nous procédons par étape. Nous ne sommes pas la sécurité sociale pour donner des allocations sociales, mais nous sommes là. L'éradication de la pauvreté profite à tous, que ce soit aux investisseurs parce que le pays est plus stable, aux gens dans la rue parce qu'il y a davantage de sécurité, aux hommes d'affaires parce que le marché interne a grandi. À terme, nous voulons qu'il n'y ait plus une île Maurice à deux vitesses. Je veux qu'il y ait une seule île Maurice pour tous, une île Maurice où toute la population sans exception peut profiter pleinement de ce que le pays a à offrir.

Peut-on affirmer qu'une communauté est plus pauvre que les autres ?

Cela dépend des régions. Il y a la pauvreté dans des régions de Port-Louis, dans d'autres régions urbaines et dans les régions rurales. Les causes de la pauvreté sont souvent un manque d'éducation, un manque d'accès au travail. Il y a aussi plusieurs types de solutions qui peuvent être dif-

férentes, qu'on se trouve dans des régions urbaines ou dans des régions rurales.

Est-ce que l'alcoolisme ou la drogue sont des causes de pauvreté ?

Nous avons parlé ce matin, avec d'autres ministres, de la nécessité d'encourager, à travers des incitations fiscales, des compagnies à but social, parce que très peu de compagnies acceptent d'employer des ex-prisonniers ou des ex-toxicomanes. Nous voulons qu'il y ait des ONG qui s'engagent dans cette voie. Nous travaillons actuellement sur des projets pour encourager des ex-détenus pour qu'il y ait moins de récidivistes.

Et quid des personnes souffrant d'un handicap physique ?

Nous sommes en contact régulier avec le ministère de la Sécurité sociale. Ce ministère a commencé un recensement. Une première liste de 200 personnes a été établie, et avec la ministre Dookun, nous allons demander aux entreprises de recruter ces 200 personnes.

Le délai fixé par les Objectifs du Millénaire concernant l'éradication de la pauvreté pourra-t-il être atteint ?

Il y aura toujours un peu de pauvreté. Nous voulons opérer une différence dans la vie des gens et nous assurer que l'État et ses partenaires puissent faire leur maximum pour l'éradication de la pauvreté et aider les gens à s'en sortir. Ce n'est pas toujours facile, non pas parce que l'expérience que ces gens concernés ont vécue les ont amenés à perdre confiance dans le système, mais à perdre confiance en eux-mêmes.

Le nouveau gouvernement date déjà de six mois. Êtes-vous très à l'aise dans cette nouvelle équipe gouvernementale ?

C'est une bonne équipe de ministres et de députés. Le gouvernement fonctionne bien et nous attendons le budget et les élections municipales.

On a constaté que le nouveau ministre du Tourisme a revu

certains projets que vous avez initiés, par exemple au niveau du Tourism Authority...

C'est normal que chaque ministre essaie de garder ce qu'il y a de bon et d'apporter sa touche personnelle. On ne peut blâmer personne pour cela.

Depuis les élections on n'a pas vu l'équipe du PMSD ensemble. Pourquoi cela ?

Depuis les élections, nous avons tous énormément de travail. On s'y est attelé, et aucun parti politique n'a encore fait de grande sortie publique. Cela a été la même chose pour le PMSD. Je suis en contact tous les jours avec Maurice Allet, et on s'entend très bien. En ce qui concerne Rama Valayden, au cours des cinq ans de mandat du précédent gouvernement, il a connu quelques moments difficiles. Nous l'avons toujours soutenu. Nous pensons qu'il a été un excellent Attorney General. Après sa défaite aux élections, il doit se repositionner professionnellement après avoir été ministre pendant cinq ans. On s'est parlé, cette semaine, et il m'a demandé de lui donner jusqu'à janvier, le temps pour lui de retrouver ses marques professionnellement, avant de reprendre ses activités politiques.

Est-ce que le PMSD se prépare à affronter les municipales ?

Tout à fait. Les municipalités ont un rôle important à jouer dans la vie communautaire et dans le développement. Nous avons eu d'excellents maires durant ces cinq ans et nous comptons jouer notre rôle dans les municipales. Nous serons présents dans les cinq municipalités, comme la dernière fois. Ne me demandez pas quand elles auront lieu. Je ne sais pas.

On parle beaucoup de la création de la deuxième République. Qu'en pensez-vous ?

Nous avons avec Gaëtan Duval ou Jules Koenig, participé à l'élaboration de la première Constitution. Il y a beaucoup de bonnes choses dans cette Constitution qui nous ont menés jusqu'ici. S'il y a des propositions pour l'amélioration de cette Constitution, nous sommes parties prenantes. Nous ne sommes pas en faveur de ce qui pourrait mettre en danger nos acquis.

Le parlement reprend ses travaux mardi. Avez-vous des projets spécifiques en vue ?

En vérité, la population attend le budget pour voir quelle sera la direction l'année prochaine.

Que pensez-vous de la décision du MMM de ne pas participer à la fin des débats sur le discours-programme ?

Cela nous arrange et va écourter les débats.